Pourquoi un plan Marshall écologique mondial est indispensable

Partage international n° 287 – Juillet 2012

par Luc Guillory

La 13e Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) s'est tenue du 21 au 26 avril 2012 à Doha, au Qatar.

Créée en 1964, la Cnuced est l'organisme des Nations unies où sont traités de manière intégrée les questions liées au commerce et au développement, ainsi que les thèmes relevant des domaines de la finance, de la technologie, de l'investissement et du développement durable. Une Conférence quadriennale permet aux États membres de débattre de sujets liés à l'actualité du commerce et du développement et de définir des politiques internationales, ainsi que de réviser le mandat et les priorités de la Cnuced pour les quatre années suivantes. La 12e Conférence avait eu lieu en 2008 à Accra, au Ghana. L'institution cherche à promouvoir un dialogue franc et constructif afin de bâtir un consensus international fort en faveur du développement. Les trois piliers de son action reposent sur l'analyse politique, la recherche du consensus et la coopération technique. La Cnuced est également une institution pionnière qui encourage la coopération avec la société civile ; dans ce but, elle organise régulièrement des forums dans lequel les groupes peuvent faire entendre leur voix, exprimer leurs préoccupations et revendications, faire des suggestions et proposer des solutions.

Luc Guillory, un collaborateur français de Share International, *a participé à la conférence de Doha, au nom de* Partage international. *Il a produit la déclaration qui suit dans le cadre du Forum de la société civile de cette 13e Conférence de la Cnuced.*

Un nouveau consensus multilatéral, économique et écologique, est indispensable pour relever le défi de ce temps. Nous sommes à la croisée des chemins. La question n'est pas d'adapter le monde aux défaillances d'une économie dirigée par les forces du marché et la finance, au moyen de politiques contracycliques, mais de redessiner l'architecture économique, financière et monétaire mondiale à l'aune d'un nouveau contrat social et écologique.

Afin de parvenir à la stabilité et à l'harmonie, de reconstruire les écosystèmes dévastés et les communautés humaines brisées, la nouvelle infrastructure économique s'attachera à donner aux gens et aux communautés les moyens d'un développement local endogène, à stimuler des marchés et des économies nationales dynamiques dans les pays en voie de développement, tandis que le monde développé devra impérativement réduire sa consommation de biens matériels et d'énergie.

La création d'un avenir durable implique une approche nouvelle et holistique du développement qui inclut : la sécurité alimentaire et la justice économique pour tous les êtres humains sur Terre ; un partage équitable des ressources planétaires entre toutes les nations ; le déploiement de ressources financières appropriées et bon marché ; un système monétaire international stable et prévisible.

On ne peut considérer l'économie indépendamment de la Vie. La Vie est sacrée ; nous partageons un héritage spirituel commun. Nous ne pouvons de ce fait bâtir des relations économiques sans prendre en compte notre véritable identité, notre nature profondément spirituelle, et ce que peut être une économie spirituelle. En d'autres termes, si nous voulons créer un système économique international juste et équitable, nous devons comprendre au préalable ce qu'est le but de la vie et quel rôle jouent les êtres humains dans l'Évolution. Autrement, nous sommes aveugles ou, au mieux, mûs par des idéologies de toutes sortes en fonction de l'époque.

Une révolution de conscience balaie aujourd'hui le monde. Le besoin de changement se fait jour à tous les niveaux, et doit se traduire par un nouveau système économique.

Nous devons en particulier mettre en place un ensemble de stratégies internationales étroitement liées entre elles :

– la mise en œuvre d'un Programme d'urgence d'éradication de la faim, pour nourrir les affamés du monde ;

– la gestion commune des ressources alimentaires au

niveau international, en lieu et place de la présente domination du marché boursier, afin d'assurer la sécurité alimentaire à long terme ;

– la gestion conjointe des Biens Communs mondiaux ;

– la création d'une nouvelle devise internationale de réserve et d'échange, afin de parvenir à la stabilité et d'octroyer des financements bon marchés aux États, tout particulièrement pour les pays en voie de développement ;

– la mise en œuvre d'une profonde réforme visant à réguler le monde financier et son rôle de soutien à l'économie mondiale ;

– le lancement d'un mécanisme de type Plan Marshall mondial écologique afin de transférer des ressources aux pays en voie de développement. Nous devons mettre un terme à la compétition entre les nations et à la bataille pour le contrôle et l'accès aux ressources de la planète.

Un développement inclusif ne peut être que holistique et centré sur les hommes, dans le respect des limites que la Mère Nature a données à cette planète, notre maison. Soit nous devenons conscients de cela et nous créons les conditions d'un bien-être durable pour tous les êtres humains, soit nous détruirons notre civilisation et probablement la vie planétaire elle-même.

Auteur : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers